

# *Dossier de presse de la COCDMO*

*Plusieurs  
groupes de  
femmes privés  
de  
subventions  
fédérales*

## Le gouvernement Harper s'attaque aux droits humains des femmes : plusieurs groupes de femmes clefs perdent leur financement

**CNW Telbec publié le 6 mai 2010.**

Source : <http://www.cnw.ca/fr/releases/archive/May2010/06/c9246.html?view=print>

OTTAWA, le 6 mai /CNW Telbec/ - La Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne a dénoncé aujourd'hui, dans une conférence de presse, les compressions sans précédent effectuées par le gouvernement Harper à l'égard des regroupements de femmes, par l'intermédiaire du programme de Condition féminine Canada. Des représentantes des trois partis d'opposition, également responsables du dossier de la condition féminine, Anita Neville, Irene Mathysen et Nicole Demers, ont assisté à la conférence de presse dans un élan de solidarité envers celles et ceux qui dénoncent les attaques lancées contre les principes de l'équité entre les sexes. Depuis le début de l'année, un nombre record d'organismes, auparavant admissibles au financement accordé par Condition féminine Canada (CFC), ont vu leur demande de fonds rejetée pour la première fois.

Ces dernières semaines, les organismes suivants ont essuyé un refus de CFC : la Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick, le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), l'Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH), l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF), le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec, le Centre pour les droits à l'égalité au logement et Action travail des femmes.

CFC a rejeté les demandes de financement de plusieurs autres organismes importants au cours des dernières années, notamment l'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF), Womenspace, l'Association canadienne pour la promotion des services de garde à l'enfance (ACPSGE), l'Alberta Network of Immigration Women, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine et l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS).

"Ces compressions effectuées dans les fonds accordés aux regroupements féministes se consacrant à la défense des droits des femmes porteront un coup dur à l'égalité des femmes partout au pays. Ce faisant, le gouvernement Harper affaiblit fortement les organismes les plus susceptibles de s'opposer à ses attaques à l'encontre des droits liés à la procréation, de l'équité salariale, des services de garde à l'enfance et des autres droits de la personne", a indiqué Jennifer Beaman du CIAFT.

Le Canada a toujours travaillé à atténuer les inégalités entre les sexes en accordant du financement à ces organismes et à bien d'autres encore. On prévoit donc que le rejet des demandes de financement des regroupements susmentionnés contribuera à faire glisser le Canada encore plus bas au classement mondial en matière d'équité entre les sexes. Les compressions suivent la publication de rapports internationaux indiquant que le fossé entre les sexes s'est creusé de manière importante au Canada, au cours des cinq dernières années. En 2004, le pays occupait le septième rang au classement du Forum économique mondial en matière d'équité entre les sexes, pour ensuite dégringoler au 25e rang en 2009.

Bon nombre des organismes touchés par les compressions actuelles existent depuis des décennies et ont joué un grand rôle dans la défense et la promotion de l'égalité des femmes partout au pays. En effectuant ces compressions, CFC défie directement les directives de l'ONU ordonnant la résolution, de toute urgence, des problèmes en matière d'équité entre les sexes par le respect des obligations internationales du Canada en regard des droits de la personne ainsi que des dispositions des traités qu'il a signés.

"L'ONU exige du Canada qu'il intervienne de toute urgence pour mettre fin aux violations des droits des femmes perpétrées au pays. Les compressions actuelles réduiront sa capacité à respecter ses obligations internationales en matière de droits de la personne. Le refus de financer les fournisseurs de services laisse les femmes les plus vulnérables du pays sans refuge sécuritaire, et le rejet des demandes de financement des organismes à la défense des politiques et des droits des femmes laisse les femmes en crise sans voix démocratique avec laquelle elles pourraient appeler à l'aide", soutient Kate McInturff, de l'Alliance féministe pour l'action internationale du Canada.

Bien que les regroupements de femmes soient les plus directement affectés par la situation, la Coalition spéciale pour l'égalité des femmes et les droits de la personne a précisé que les compressions s'inscrivent dans un mouvement plus important à l'encontre des principes mêmes de la démocratie. La semaine dernière, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a annoncé son intention de ne pas reconduire le financement accordé au Centre international MATCH, seul organisme financé par l'ACDI dont le mandat consiste précisément à venir en aide aux femmes. Le Centre international MATCH exerce ses activités au Canada depuis 34 ans.

"Le gouvernement actuel tente de faire taire toutes les voix dissidentes du pays, et tout particulièrement celles des organismes qui se consacrent à la promotion et à la défense des droits de la personne", a affirmé Patty Ducharme de l'Alliance de la Fonction publique du Canada. "Depuis le début de l'année, il a mis la clé dans la porte des bureaux de la Commission des droits de la personne, a congédié des fonctionnaires hautement qualifiés pour avoir critiqué leur politiques et a rejeté les demandes de financement des organismes de défense des droits de la personne et de développement se consacrant à des questions comme les droits liés à la procréation et l'accès des femmes à la contraception et à l'avortement".

Les récentes compressions dans le financement de CFC s'ajoutent à la longue liste des compressions du gouvernement Harper effectuées dans les fonds accordés à la défense des droits des femmes. On se souvient qu'en 2006, le gouvernement a fermé 12 des 16 bureaux de CFC au pays, éliminé le Programme de contestation judiciaire et abandonné une entente de financement de services universels de garde à l'enfance.

Renseignements: Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des compressions effectuées par Condition féminine Canada (CFC) ou pour prendre rendez-vous avec les organismes mentionnés, veuillez communiquer avec: Claire Tremblay, par courriel: [tremblaycm@hotmail.com](mailto:tremblaycm@hotmail.com) ou par téléphone: (613) 862-8232

## **Le gouvernement Harper accusé de couper les vivres à ceux qui le critiquent**

**La Presse publié le 6 mai 2010.** Source :<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201005/06/01-4277691-le-gouvernement-harper-accuse-de-couper-les-vivres-a-ceux-qui-le-critiquent.php>

(Ottawa) Le gouvernement Harper s'attaque au fondement même de la démocratie canadienne en coupant les vivres aux organisations et aux individus qui osent critiquer ses politiques, a affirmé hier le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff.

M. Ignatieff a lancé cette accusation hier à la Chambre des communes après qu'il fut révélé qu'Ottawa a récemment refusé de reconduire des subventions à une douzaine de groupes de femmes qui avaient critiqué la décision du gouvernement Harper de ne pas financer l'avortement à l'étranger dans le cadre de son programme de santé maternelle et infantile dans les pays en voie de développement.

En tant qu'hôte du prochain sommet du G8 qui aura lieu à Toronto en juin, le premier ministre Stephen Harper a décidé d'inscrire le dossier de la santé maternelle à l'ordre du jour de la réunion des leaders. Mais son gouvernement refuse d'inclure l'accès à des services d'avortement dans ce programme, au même titre que les États-Unis, au grand dam de plusieurs groupes de défense des droits des femmes.

Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, le réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec et Match, entre autres, font partie des groupes qui ont vu leurs vivres être coupés récemment.

«Au lieu d'encourager les débats, les conservateurs les étouffent. Au lieu de répondre aux questions, ils les esquivent. Et au lieu de traiter nos institutions avec respect, ils essaient de les fermer. C'est un enjeu important. Il s'agit de savoir si le gouvernement respecte la démocratie. C'est l'enjeu fondamental», a affirmé M. Ignatieff dans une charge à fond de train.

M. Ignatieff a souligné que les conservateurs ont durement attaqué la crédibilité du diplomate Richard Colvin en novembre quand il a déclaré devant un comité parlementaire que le gouvernement canadien avait fermé les yeux sur les risques de torture que couraient les détenus afghans transférés par les soldats canadiens. Il a aussi rappelé que l'ancienne présidente d'Énergie atomique Canada, Linda Keen, a été remerciée de ses services après avoir contesté la décision du gouvernement de rouvrir le réacteur nucléaire de Chalk River.

### **Le Bloc poursuit dans la même veine**

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a poursuivi dans la même veine hier en soutenant, également aux Communes, que le gouvernement minoritaire de Stephen Harper cherche à taire les critiques.

«Le gouvernement conservateur a coupé, comme par hasard, le financement de 12 groupes de femmes qui ont dénoncé le refus des conservateurs de financer l'avortement à l'étranger. Il apparaît évident que ces coupes ont été exécutées pour des raisons idéologiques», a dit M. Duceppe.

Répondant aux attaques de l'opposition en l'absence du premier ministre, présentement en tournée européenne, la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a affirmé que les organismes n'ont plus de financement parce que leur gestion des fonds était déficiente.

«Ce n'est pas une question d'avoir le droit d'avoir l'argent des contribuables. C'est une question d'être imputable de l'utilisation de notre aide internationale. Une évaluation indépendante de Match a démontré qu'il avait des défis financiers. On a trouvé que Match était inefficace, inefficent et incapable d'identifier ses priorités. Notre gouvernement veut que l'argent des contribuables soit utilisé d'une manière efficace et qui donne des résultats», a dit Mme Oda.

La ministre des Travaux publics, Rona Ambrose, qui est maintenant responsable de la Condition féminine, a affirmé que le gouvernement Harper a investi des sommes records dans la cause des femmes depuis son arrivée au pouvoir, soit plus de 12 millions de dollars.

## **Ottawa prive d'aide 12 groupes de femmes**

**Le Devoir publié le 5 mai 2010.**

Source : <http://www.myvirtualpaper.com//script/getArticle.php?uid=d51d8e412e>

Ottawa -- Est-il possible de critiquer le gouvernement de Stephen Harper lorsqu'on empêche des subventions fédérales? Les groupes de femmes en sont venus à croire que non, alors qu'Ottawa vient de couper les vivres à plusieurs d'entre eux. Comme par hasard, ces groupes avaient dénoncé le refus des conservateurs de financer l'avortement à l'étranger. Depuis deux semaines, au moins 12 groupes de femmes ont vu leur financement d'Ottawa aboli. Du lot, on compte le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) et le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec. Dans la presque totalité des cas, les groupes ont été pris par surprise par le non-renouvellement de leur financement, les fonctionnaires n'ayant fourni aucun indice préalable.

«Ces coupes sont motivées par l'idéologie», soutient Kim Bulger, la directrice générale de Match, un autre des groupes touchés. «Jusqu'à vendredi dernier, les fonctionnaires nous disaient que nous allions obtenir le financement. C'est au bureau de la ministre que c'a bloqué.»

Match recevait de l'argent de l'ACDI depuis 34 ans pour éduquer les femmes dans les pays en voie de développement. Le non-renouvellement de sa subvention d'environ 400 000 \$ a été confirmé vendredi après-midi. L'organisme tenait le jour même une table ronde sur l'initiative conservatrice en santé maternelle, laquelle a été dénoncée par les participantes.

Selon Mme Bulger, il ne fait aucun doute que tous ces groupes sont étranglés à cause de la tenue au Canada, en juin, de la réunion du G8. Stephen Harper a voulu faire de la santé maternelle le projet-signature de sa présidence, mais il a aussi décidé que l'avortement ne ferait pas partie de cette initiative. Cette décision, confirmée lundi après des semaines de tergiversations, a été unanimement critiquée par les groupes de femmes.

«Quand 12 groupes en deux semaines se font dire non, on ne peut pas ne pas penser que c'est réfléchi, qu'il y a un "pattern", qu'il s'agit d'une attaque contre les groupes de femmes et les groupes militants», lance Mme Bulger.

Elle se sent confortée dans sa thèse par le commentaire de la sénatrice conservatrice Nancy Ruth, tel que rapporté par le Toronto Star lundi. La sénatrice, elle-même pro-choix, a invité les groupes de femmes à «fermer leurs crisses de gueules» («shut the fuck up») d'ici la tenue du G8 pour ne pas tenter M. Harper à transformer l'avortement en enjeu électoral ici.

### **Saper l'action citoyenne**

Le son de cloche est le même au CIAFT. «Je pense que le gouvernement conservateur ne veut pas que les groupes de femmes dénoncent ses prises de position en tout point», soutient la directrice, Nathalie Goulet. Le CIAFT n'a pas obtenu les 300 000 \$ sur trois ans qu'il demandait pour un programme d'aide à l'intégration des femmes dans les métiers non traditionnels.

Une pléiade de groupes de femmes avaient déjà vu leurs subventions abolies il y a deux ans par le gouvernement conservateur, qui ne reconnaît plus la défense des droits comme un objectif légitime devant être financé. L'association nationale Femmes et Droit a dû fermer pour cette raison. Andrée Côté y travaillait. Elle estime qu'Ottawa exerce du chantage sur les groupes financés.

Mme Côté établit un parallèle avec le congédiement de la présidente de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, Linda Keen, la tempête secouant l'organisme Droits et Démocratie ou encore l'étranglement financier de groupes comme Kairos, qui ont trop critiqué l'État d'Israël.

«Ils s'attaquent à la capacité de critiquer, de s'opposer à leurs politiques, à la capacité d'articuler un contre-discours. [...] Ils grugent les mécanismes démocratiques et c'est l'action citoyenne qu'ils sapent.»

Guerre de cultures

À la Chambre des communes, le gouvernement a qualifié d'«inacceptable» le langage utilisé par la sénatrice Ruth. Mais pour le Parti libéral et le Bloc québécois, ce n'est pas le langage qui pose problème. «Le Parti conservateur a établi une culture d'intimidation: si vous n'êtes pas d'accord avec le gouvernement, fermez juste vos cr... de gueules», a lancé le député libéral Bob Rae.

C'est le ministre des Transports, John Baird, qui a répondu au nom du gouvernement, le premier ministre Stephen Harper se préparant à aller souligner le 65e anniversaire de la libération militaire des Pays-Bas. Selon le ministre, les libéraux tentent de créer une «guerre de cultures» en mettant dos à dos les citoyens et les ruraux, les gens de l'Est et ceux de l'Ouest. «C'est mal!»

Le gouvernement a martelé que Nancy Ruth ne parlait qu'en son nom propre et qu'il n'était pas question de rouvrir le débat sur l'avortement au Canada. Qu'importe, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, estime que Mme Ruth a révélé le «vrai visage» du gouvernement conservateur. «Elle entend bien ce qui se dit et se discute au caucus conservateur, car elle y participe. [...] Ce qui se dit au caucus conservateur, les conservateurs ne le disent pas ici, ils ne veulent pas en parler ici, mais ils se préparent à changer les choses. C'est cela leur vraie face.»

Notons que, depuis jeudi, le gouvernement envoie au front la ministre Josée Verner, ouvertement pro-choix, pour défendre la décision conservatrice d'exclure l'avortement à l'étranger. Se présentant hier devant les journalistes pour une rare fois, elle a rappelé qu'«on est en démocratie, on ne peut pas dire à des groupes: "Vous devez vous taire, sinon la position va se durcir." Peu importe ce que les gens vont dire, l'objectif du gouvernement, c'est de parler de santé maternelle et infantile, et pas d'avortement».

## Des groupes de femmes privés d'aide

**Radio-Canada publié le 5 mai 2010.** Source : [http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2010/05/05/001-avortement\\_groupe.shtml](http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2010/05/05/001-avortement_groupe.shtml)

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper vient de couper les vivres à 12 groupes de femmes qui ont critiqué sa décision de ne pas financer l'accès à l'avortement dans le cadre de son initiative de promotion de la santé maternelle dans les pays pauvres, révèle Le Devoir.

Cette décision touche notamment le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), le Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec et l'organisme Match. Ces groupes disent être surpris qu'Ottawa retire leur financement. Les fonctionnaires, disent-ils, ne leur ont jamais envoyé de signaux à cet effet.

La directrice générale de Match, Kim Bulger, croit que les coupes sont motivées par l'idéologie du gouvernement. «Jusqu'à vendredi dernier, les fonctionnaires nous disaient que nous allions obtenir le financement. C'est au bureau de la ministre [de la Coopération internationale, Bev Oda] que ça a bloqué ».

Quand 12 groupes en deux semaines se font dire non, on ne peut pas ne pas penser que c'est réfléchi, qu'il y a un pattern, qu'il s'agit d'une attaque contre les groupes de femmes et les groupes militants.

— Kim Bulger

Mme Bulger dit avoir appris vendredi dernier que son organisme, qui recevait de l'argent de l'ACDI depuis 30 ans, devra se passer de la subvention fédérale de 400 000 \$ pour cette année.

Ironiquement, Match organisait à ce moment une table ronde sur l'initiative de santé maternelle que le gouvernement veut promouvoir dans le cadre du sommet du G8, qui se tiendra cet été à Huntsville, en Ontario. L'approche du gouvernement y a d'ailleurs été dénoncée.

La directrice générale de Match croit que les propos controversés de la sénatrice Nancy Ruth prouvent la thèse qu'elle avance. Mme Ruth, une rare conservatrice à sa ranger dans le camp pro-choix, a invité les groupes de femmes à « fermer leur crisses de gueules » au sujet de l'avortement d'ici la tenue du G8 afin d'éviter que le gouvernement Harper n'en fasse un enjeu électoral.

La directrice du CIAFT, Nathalie Goulet, abonde dans le même sens que Mme Bulger. « Je pense que le gouvernement ne veut pas que les groupes de femmes dénoncent ses prises de position en tout point », affirme-t-elle. Le CIAFT s'est vu refuser la subvention de 300 000 \$ sur trois ans qu'elle demandait.

D'autres groupes de femmes ont vu leur financement disparaître il y a deux ans, après que le gouvernement Harper eut décidé de ne plus reconnaître la défense des droits comme un objectif légitime de financement.

La ministre conservatrice Josée Verner nie que le gouvernement cherche à faire taire ses critiques. « Cela ne se fait pas en démocratie », affirme-t-elle.

#### *Également publié sur...*

- Le site internet Msn.com  
(<http://actualites.ca.msn.com/national/rc-article.aspx?cp-documentid=24136961>)
- Le site internet AOL.ca  
(<http://fr.aol.ca/article/des-groupes-de-femmes-privés-daide/797767/>)
- Le site internet Sympaticonouvelles.ca  
([http://nouvelles.sympatico.ca/National/ContentPosting\\_SRC\\_canada?newsitemid=472247&feedname=CBC\\_CANADA\\_V3\\_FR&show=False&number=5&showbyline=False&subtitle=&detect=&abc=abc&date=False](http://nouvelles.sympatico.ca/National/ContentPosting_SRC_canada?newsitemid=472247&feedname=CBC_CANADA_V3_FR&show=False&number=5&showbyline=False&subtitle=&detect=&abc=abc&date=False))

## **Groupes de femmes privés de subventions fédérales: Des coupes idéologiques selon la CSN**

**CNW Telbec publié le 5 mai 2010.** Source : <http://www.cnw.ca/fr/releases/archive/May2010/05/c8815.html>

MONTRÉAL, le 5 mai /CNW Telbec/ - "Le gouvernement conservateur doit cesser immédiatement de s'attaquer aux groupes de femmes qui s'opposent à son refus de financer l'avortement à l'étranger."

La présidente de la CSN, Claudette Carbonneau, qualifie d'obsessif le gouvernement conservateur qui menace un droit fondamental acquis de haute lutte. Elle critique vertement cette prise de position en matière d'aide internationale. "C'est un leurre de penser que la santé maternelle peut être assurée en excluant le recours à l'avortement. Le gouvernement fait preuve de mépris envers les femmes", s'est-elle exclamée.

Selon la dirigeante syndicale, le gouvernement conservateur tente d'imposer son idéologie aux pays les plus pauvres, alors que le droit à l'avortement est une réalité depuis longtemps au Canada.

"Le chantage du gouvernement conservateur est inadmissible. Cela s'ajoute aux coupes subies il y a deux ans par les groupes féministes et de défense des droits les plus militants et aux nombreuses tentatives de retour en arrière par des projets de loi privés sur la question du droit à l'avortement.

Depuis sa décriminalisation en 1988, le droit à l'avortement n'a jamais fait l'objet d'autant de menaces politiques que depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement. Rappelons qu'en 2008, tous les députés conservateurs - dont le premier ministre Harper - sauf quatre, ont voté en faveur du projet de loi C-484. Ce projet de loi aurait permis d'octroyer des droits au fœtus, ce qui jetait les bases nécessaires à la recriminalisation de l'avortement. Il a été contesté par un vaste éventail d'acteurs au Québec, dont l'Assemblée nationale, la Fédération des médecins spécialistes du Québec, le Barreau du Québec et de nombreux groupes syndicaux, féministes et de la société civile, dont la CSN.

"La sénatrice Nancy Ruth est en train de confirmer la volonté sournoise du gouvernement conservateur de remettre cette question à l'ordre du jour. Elle confirme également la culture d'intimidation en vertu de laquelle si vous n'êtes pas d'accord, vous n'avez qu'à vous la fermer ! Toute critique ou opposition est sanctionnée. La liberté d'expression est brimée, l'action citoyenne sapée ; ce qui fait du Canada un État des plus antidémocratiques sous la houlette conservatrice. Ce chantage immonde doit cesser immédiatement", d'exiger la présidente de la CSN.

La Confédération des syndicats nationaux est composée de 2100 syndicats qui regroupent plus de 300 000 membres.

## **Harper sévit contre les groupes de femmes en coupant les fonds qui leurs sont destinés**

Site internet Liberal.ca publié le 4 mai 2010. Source : [http://www.liberal.ca/fr/newsroom/media-releases/18058\\_harper-sevit-contre-les-groupes-de-femmes-en-coupant-les-fonds-qui-leurs-sont-destines](http://www.liberal.ca/fr/newsroom/media-releases/18058_harper-sevit-contre-les-groupes-de-femmes-en-coupant-les-fonds-qui-leurs-sont-destines)

Ottawa – Le lendemain même du jour où le gouvernement Harper a menacé les organisations de développement international en leur disant que, si elles ne se tenaient pas tranquilles, elles risquaient d'en payer les conséquences, les groupes de femmes ont appris aujourd'hui ce qui risque exactement d'arriver lorsqu'on s'oppose à l'idéologie que les conservateurs veulent instaurer.

« Après avoir entendu parler du climat 'glacial' qui règne au sein des organismes d'aide étrangère, qui n'osent pas émettre de critiques à l'égard de la politique du gouvernement de peur de le voir sabrer les fonds consacrés à cette aide, les Canadiens ont aujourd'hui appris qu'une douzaine de groupes de femmes avaient

vu le gouvernement couper des fonds qui leur étaient destinés », a déclaré Anita Neville, la porte-parole libérale responsable de la condition féminine.

Kim Bulger, directrice générale de MATCH international, a déclaré aujourd'hui aux médias que les coupures subies par son organisme et les autres groupes de femmes faisaient partie d'un système de châtement, fondé sur l'idéologie du gouvernement, infligé aux groupes féministes – en particulier ceux qui appuient le financement des avortements dans le cadre de l'initiative sur la santé maternelle. (Presse canadienne, 4 mai 2010)

« Hier, nous avons demandé à Stephen Harper de promettre aux Canadiens qu'il n'y aurait pas de représailles contre les groupes qui ne souscrivent pas à ses positions idéologiques, notamment en ce qui concerne les droits liés à la procréation, et c'est ainsi qu'il a répondu », a déclaré Mme Neville.

Hormis le Centre international MATCH, d'autres groupes subiront des coupures dans le financement de leurs activités, dont les suivants :

- L'Institut canadien de recherches sur les femmes (ICRF)
- Le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT)
- Le Coalition pour l'équité salariale du Nouveau-Brunswick
- Le Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec
- L'Alberta Network of Immigrant Women
- Le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
- L'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS)
- L'Ontario Association of Interval and Transition Houses (OAITH)
- Le Womenspace Resource Centre (Lethbridge, AB)
- Le Centre for Equality Rights in Accommodation (CERA)
- Les Feminists for Just and Equitable Public Policy (FemJEPP) en Nouvelle-Écosse

« Ces groupes donnent une voix aux femmes – et c'est précisément la raison pour laquelle Stephen Harper cherche à les faire taire, a conclu Mme Neville. Par de nombreuses mesures et d'innombrables moyens, ce gouvernement fait tout ce qu'il peut pour affaiblir l'influence des femmes, pour les réduire au silence et pour faire reculer la cause de l'égalité entre les sexes. »